



Independent observer
of the Global Fund

La guerre en Ukraine menace les objectifs mondiaux de développement

Plus d'un mois s'est écoulé depuis le début de l'offensive militaire : les pertes civiles, la destruction des infrastructures essentielles et les déplacements forcés à grande échelle se poursuivent sans relâche, entraînant une augmentation significative des besoins humanitaires. Au [24 mars, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme \(HCR\)](#) faisait état de 2 788 victimes civiles, dont 1 081 personnes décédées.

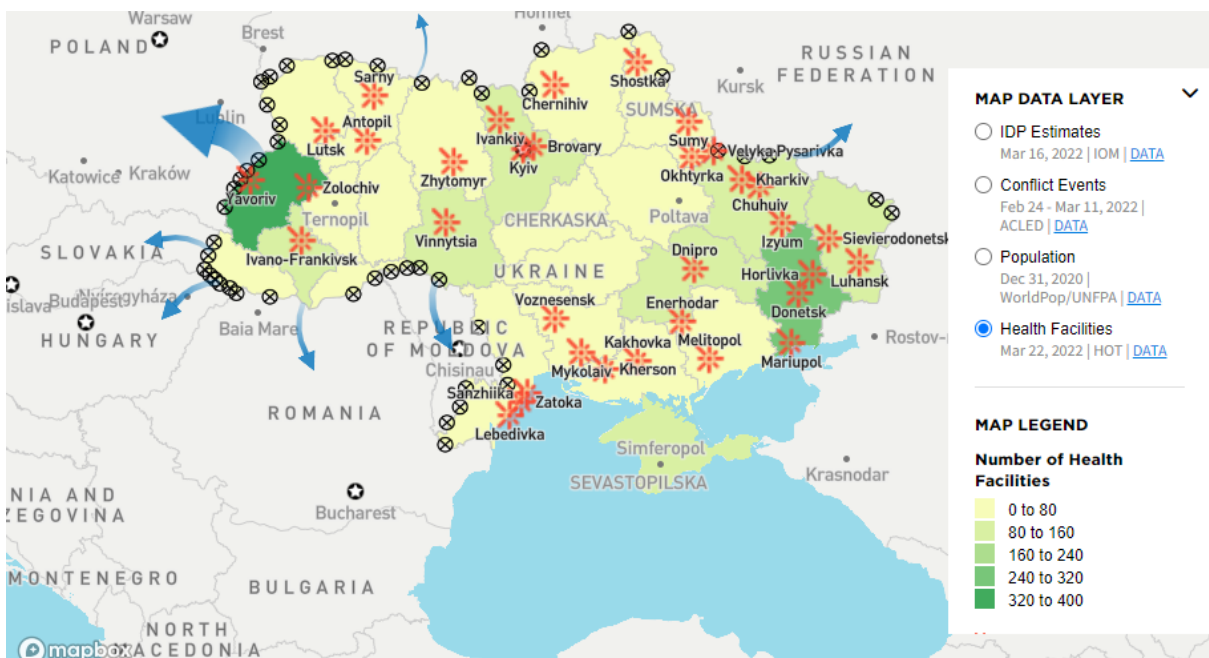
Les besoins humanitaires les plus urgents restent l'accès à une alimentation adéquate, à l'eau potable, aux médicaments vitaux et aux services de santé, ainsi qu'à des abris durables pour répondre au nombre massif de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et au nombre croissant de personnes dont les maisons ont été endommagées ou détruites. [Le cluster Eau et assainissement \(WASH\) des Nations unies](#) estime qu'environ 1,4 million d'Ukrainiens n'ont pas accès à l'eau, tandis que l'accès reste limité pour 4,6 millions d'autres personnes. Dans les régions de Donetsk et de Makiivk, la situation de l'eau reste périlleuse, car l'approvisionnement actuel à partir des réservoirs d'eau ne devrait durer que jusqu'à début avril, et moins de trois semaines dans la région voisine de Horlivka.

À la suite d'attaques répétées contre des infrastructures médicales, [l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) a demandé "l'arrêt immédiat de toutes les attaques contre les soins de santé en Ukraine](#). Ces attaques terribles tuent et blessent gravement des patients et des agents de santé, détruisent des infrastructures sanitaires vitales et obligent des milliers de personnes à renoncer à accéder aux services de santé malgré des besoins catastrophiques".



Selon l’OMS, au 25 mars, le [nombre d’incidents vérifiés d’attaques](#) contre des établissements de soins de santé en Ukraine est passé à 72 – soit près de 89 % des incidents enregistrés par l’OMS entre le 24 février et le 25 mars dans le monde – faisant 71 morts et 37 blessés, ce qui représente près de 89 % et 93 % du total des morts et des blessés, respectivement, résultant d’attaques contre les soins de santé dans le monde en un peu plus d’un mois.

La destruction d’infrastructures sanitaires cruciales et la perturbation des chaînes d’approvisionnement en produits de santé et équipement médical constituent une menace importante pour la santé et le bien-être de millions de personnes. Même lorsque les formations sanitaires sont fonctionnelles, le danger de se déplacer dans des zones où les combats se poursuivent pousse souvent les gens à prendre le risque de renoncer à des soins médicaux, ce qui entraîne une plus grande souffrance et des décès qui pourraient être évités.



Selon l’OMS, près de 1 000 établissements de santé se trouvent à proximité de zones où se déroulent des combats actifs ou où les forces de la Fédération de Russie sont très présentes, ce qui limite considérablement l’accès aux médicaments et aux services de santé indispensables. Alors que les blessures liées aux blessures de guerre augmentent de jour en jour, le peu de ressources et de capacités du personnel de santé qui restent – de nombreux agents de santé ont eux-mêmes été déplacés ou sont dans l’incapacité de travailler – continuent d’être réorientés vers la prise en charge des blessés. De nombreux hôpitaux ont été réaffectés au traitement des victimes de traumatismes, tandis qu’environ la moitié des pharmacies ukrainiennes seraient fermées en raison des hostilités. Par conséquent, le système de santé, déjà mis à rude épreuve, a encore moins de moyens pour assurer la continuité des

services essentiels et des soins de santé primaires, notamment la santé sexuelle et reproductive (SSR), le traitement des maladies chroniques et la COVID-19.

Dans la perspective des ressources humaines pour la santé, [le Fonds des Nations Unies pour l'enfance \(UNICEF\) a averti](#) que “les attaques contre les soins de santé et les travailleurs de la santé ont un impact direct sur la capacité des gens à accéder aux services de santé essentiels – en particulier les femmes, les enfants et les autres groupes vulnérables. Nous avons déjà constaté que les besoins en soins de santé des femmes enceintes, des nouvelles mères, des jeunes enfants et des personnes âgées en Ukraine augmentent, alors que l'accès aux services est gravement limité par la violence. Par exemple, plus de 4 300 naissances ont eu lieu en Ukraine depuis le début de la guerre et 80 000 Ukrainiennes devraient accoucher au cours des trois prochains mois. L'oxygène et les équipements médicaux, notamment pour la gestion des complications de la grossesse, sont dangereusement bas. Les huit dernières années de conflit en Ukraine ont déjà laissé des cicatrices profondes et durables sur les enfants et la menace immédiate et très réelle qui pèse sur eux a augmenté. Les maisons, les écoles, les orphelinats et les hôpitaux ont été pris pour cible. ”

En outre, au 30 mars 2022, [plus de 2 millions d'enfants ont fui l'Ukraine](#), alors que la guerre continue de ravager le pays et que les familles cherchent désespérément sécurité et protection. Les enfants représentent la moitié de tous les réfugiés de la guerre en Ukraine, selon le HCR et l'UNICEF. Plus de 1,1 million d'enfants sont arrivés en Pologne, et des centaines de milliers sont également arrivés en République tchèque, en Hongrie, en Moldavie, en Roumanie et en Slovaquie. Certains fuient seuls la guerre et courent un risque accru de trafic et d'exploitation.

La réforme du système de santé ukrainien va connaître un coup d'arrêt dramatique

Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les services de santé fournis par les médecins et les hôpitaux ukrainiens étaient supérieurs à la moyenne et dépassaient même celle des pays de l'Union européenne (UE). Le pays comptait 7,5 lits d'hôpital pour 1 000 habitants, alors que la moyenne mondiale est de 2,9 lits. Dans l'UE, 4,6 lits sont disponibles pour 1 000 habitants. Avec environ 133 000 médecins formés en Ukraine, on compte environ 3,01 médecins pour 1 000 habitants. Là encore, une comparaison s'impose : dans le monde, la norme est de 1,50 médecin pour 1 000 habitants, et dans l'UE, elle est de 3,57.

Néanmoins, [l'évolution globale des principaux indicateurs de santé](#) (mortalité infantile, mortalité due aux maladies infectieuses et cardiovasculaires) montre à quel point le système restait dysfonctionnel pour les Ukrainiens : de nombreux établissements médicaux ne pouvaient pas offrir les services promis, la qualité n'était pas garantie et le risque financier pour les patients était élevé (qui représentaient 45 % des contributeurs aux coûts). Par conséquent, en août 2014, le ministère ukrainien de la Santé a lancé la stratégie nationale de réforme de la santé afin de revitaliser et d'accélérer le processus de réforme du secteur de la santé, fondé sur des approches visant à améliorer la qualité et l'accès aux soins de santé et à atténuer les risques financiers pour la population.

Comme l'ont noté Piotr Romaniuk et Tetyana Semigina dans leurs [recherches](#) sur le système de santé ukrainien, “le succès final de la réforme de la santé en Ukraine dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment de la base financière découlant de la stabilité économique du pays, de l'assurance d'un équilibre entre les dépenses publiques et privées pour la santé et de la capacité à éliminer les pratiques durables, en particulier lorsqu'elles sont liées aux activités des groupes de pression occupant des positions particulières dans le système de santé. Les conséquences des mesures prises par les décideurs politiques dans une perspective à plus long terme sont également déterminantes pour les chances de succès de la réforme ».

La réforme des soins de santé est toujours en cours, mais la situation actuelle aura bien sûr une incidence sur sa mise en œuvre, puisque la guerre aura eu un impact négatif sur la situation économique

de l'Ukraine. On peut raisonnablement supposer que la reconstruction du pays après la fin du conflit sera la priorité des dépenses budgétaires, ce qui se traduira par moins d'argent pour la santé et, en fin de compte, par une moins bonne couverture des services de santé pour les Ukrainiens.

Les essais cliniques seront également interrompus

Une autre conséquence de la guerre en Ukraine est l'arrêt des essais cliniques pour de nouveaux traitements. Cela aura un impact profond sur les perspectives de santé à plus long terme, non seulement en Ukraine mais aussi à l'étranger : avec plus de 600 essais cliniques en cours, l'Ukraine est un site important pour une multitude d'entreprises, des grandes sociétés pharmaceutiques aux petites sociétés de biotechnologie. Les essais médicaux en Ukraine concernent tous les domaines thérapeutiques, avec des développements de médicaments contre le cancer, les maladies cardiovasculaires, les maladies auto-immunes, les maladies infectieuses et les maladies rares. La plupart, si ce n'est tous, sont aujourd'hui menacés, car les équipes médicales et les patients fuient le pays.

La chirurgie traumatologique et la gestion des victimes de conflits sont très nécessaires

Alors que les services médicaux et la chirurgie traumatique pour les blessés sont désormais très demandés, l'hôpital pédiatrique Okhmatdyt de 750 lits, l'un des plus grands du centre de Kiev, a demandé à [Médecins Sans Frontières \(MSF\)](#) une formation pour renforcer l'organisation de l'Ukraine et ses plans de triage en cas de catastrophe dans l'éventualité de l'arrivée simultanée de plusieurs patients traumatisés – autrement dit, un plan d'urgence de masse (PEM). Les médecins urgentistes de MSF, expérimentés dans les conflits, ont dispensé une formation en classe sur les meilleures pratiques pour les MCP à 40 membres du personnel hospitalier. L'équipe de MSF a donné des conseils sur les modifications à apporter aux circuits des patients de l'hôpital en cas d'afflux massif de blessés. Les chirurgiens, pour la plupart spécialisés, ont été formés pour affiner leurs compétences en matière de stabilisation et de chirurgie rapide des traumatismes permettant de sauver des vies. Il s'agissait notamment d'extraire les balles ou les éclats d'obus, de prévenir les hémorragies internes, de nettoyer efficacement les plaies, ainsi que les autres éléments essentiels de la chirurgie traumatologique.

Domages collatéraux pour le reste du monde, en particulier l'Afrique.

La coopération médicale est interrompue

Des étudiants de nombreux pays africains (et asiatiques) étudient à Kharkiv, Kiev, Lviv, Odessa et Vinnytsia dans les facultés de technologie et de médecine. Bien que ces études ne soient pas gratuites, elles sont nettement moins coûteuses qu'en Europe, en Amérique et même en Asie, en raison des accords commerciaux conclus entre l'Ukraine et les pays africains qui achètent à l'Ukraine une grande partie de leurs importations de blé, de sucre, de métal laminé et d'engrais chimiques. Les diplômés africains des universités ukrainiennes jouent ensuite un rôle important dans les affaires, la politique et l'armée de leur pays. Plus de 10 000 professionnels ont été formés au cours des 15 dernières années grâce à ces accords. Malheureusement, la plupart des étudiants ont fui vers leur pays d'origine, sans savoir quand ils pourront revenir pour terminer leur formation et jouer leur rôle dans le soutien de l'économie de leur pays.

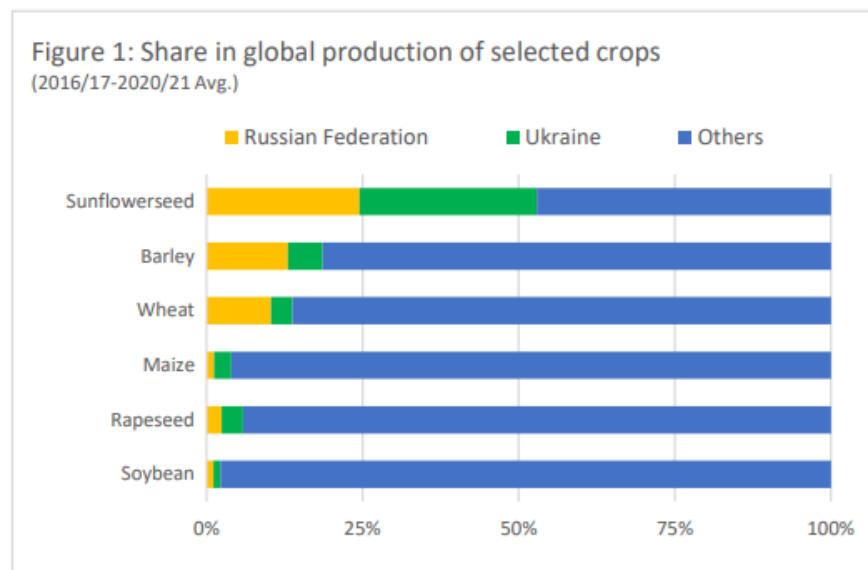
L'Ukraine accueille également un nombre croissant d'étudiants extérieurs venus du monde entier. En 2011, le pays comptait 56 000 étudiants étrangers ; dix ans plus tard, ils étaient même 76 000, avec des étudiants marocains (8 800), égyptiens et nigériens dans le top 10 des pays.

La crise alimentaire croissante touchera encore plus de pays en développement

La guerre en Ukraine a déjà provoqué un choc sur les marchés mondiaux de l'énergie. Aujourd'hui, la planète est confrontée à une crise plus profonde : la pénurie de nourriture.

La Fédération de Russie et l'Ukraine comptent parmi les plus importants producteurs de produits agricoles au monde. Les deux pays sont des exportateurs nets de produits agricoles et jouent un rôle de premier plan sur les marchés mondiaux des denrées alimentaires et des engrais, où les approvisionnements exportables sont souvent concentrés dans une poignée de pays. En 2021, la Fédération de Russie ou l'Ukraine (ou les deux) figuraient parmi les trois premiers exportateurs mondiaux de blé, de maïs, de colza, de graines de tournesol et d'huile de tournesol, tandis que la Fédération de Russie est également le premier exportateur mondial d'engrais azotés et le deuxième fournisseur d'engrais potassiques et phosphoreux.

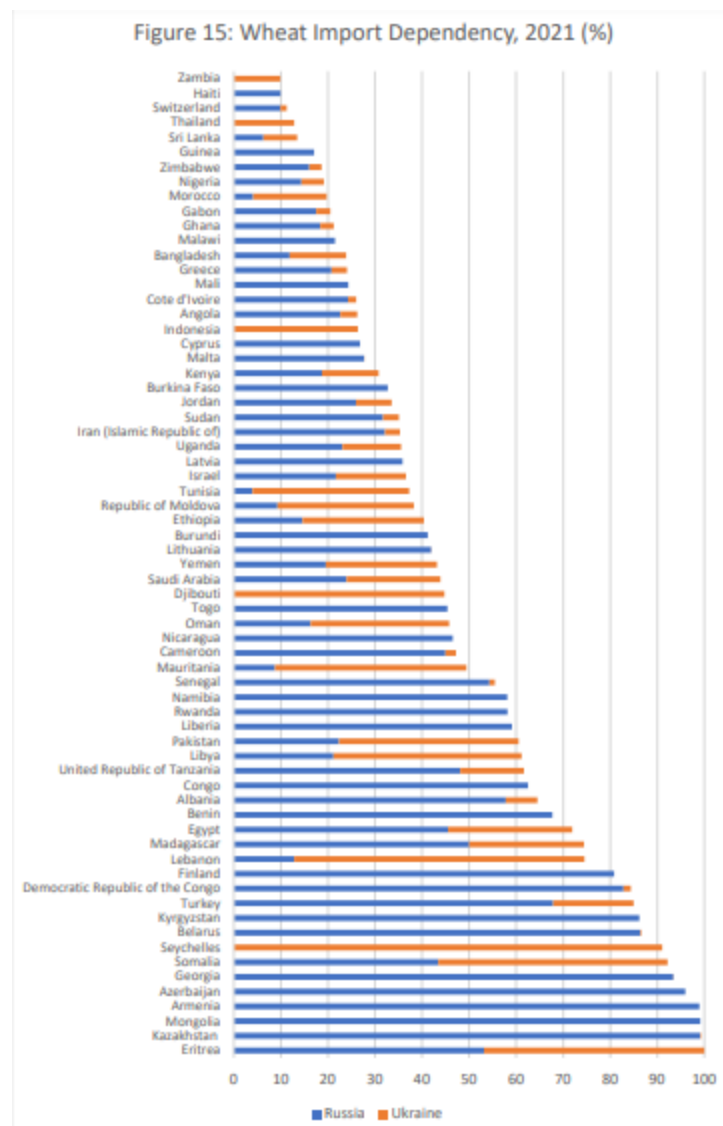
Aujourd'hui, selon le [New York Times](#), une partie cruciale du [blé](#), du maïs et de l'orge [du monde](#) est bloquée en Russie et en Ukraine à cause de la guerre, tandis qu'une partie encore plus importante des engrais du monde est bloquée en Russie et au Belarus. De ce fait, les prix mondiaux des aliments et des engrais s'envolent. Depuis l'invasion du mois dernier, les prix du blé ont augmenté de 21 %, de l'orge de 33 % et de certains engrais de 40 %. Ces dernières semaines, les prix des denrées alimentaires ont donc grimpé en flèche dans le monde entier, certaines prévisions faisant état d'une augmentation générale de 20 %. Cela ajoute de la pression aux épisodes de famine observés ces dernières années dans le monde et fait craindre des pénuries alimentaires.



Source: FAO XCBS system

Plus de 161 millions de personnes dans 42 pays souffrent déjà d'une faim aiguë. Plus d'un demi-million de personnes connaissent des situations proches de la famine dans certaines régions d'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient, et 10,5 millions de personnes sont confrontées à des niveaux élevés de faim et de malnutrition dans les pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad).

Comme le [montre](#) le [graphique ci-dessous](#), certains pays en développement sont extrêmement dépendants des produits russes et ukrainiens, comme le Bénin, le Congo, la République démocratique du Congo, l'Érythrée, Madagascar, les Seychelles, la Somalie et la Tanzanie.



Entre 20 et 30 % des champs ukrainiens utilisés pour la culture des céréales d’hiver, du maïs et du tournesol ne seront pas plantés ou resteront non récoltés durant la saison 2022/23, a prédit l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO). Cinquante pays, dont de nombreuses nations parmi les moins développées, dépendent de la Russie et de l’Ukraine pour 30 % ou plus de leurs approvisionnements en blé, ce qui les rend particulièrement vulnérables. “Le nombre mondial de personnes sous-alimentées pourrait augmenter de 8 à 13 millions de personnes en 2022/23”, indique la FAO. Les hausses les plus prononcées seraient observées dans la région Asie-Pacifique, suivie par l’Afrique subsaharienne, le Proche-Orient et l’Afrique du Nord.

Les objectifs mondiaux sont menacés

Cette crise est déjà visible. Comment les bailleurs en santé mondiale pourront-ils contribuer aux Objectifs de développement durable 2030 si le besoin le plus fondamental, la sécurité alimentaire, n’est pas satisfait dans la majorité des pays où les donateurs sont actifs ? La guerre de Russie va intensifier ou aggraver les crises de la faim dans des pays comme l’Éthiopie, le Soudan du Sud, la Syrie, le Yémen et bien d’autres. À l’échelle mondiale, l’augmentation des prix des denrées alimentaires sera ressentie de manière plus aiguë par ceux qui supportent déjà le poids de la faim : les femmes, les enfants et les communautés vulnérables, cibles principales des efforts du Fonds mondial.

